

Inclusion par l'emploi, dignité et cohésion : les essentiels dont la France ne peut se priver

Menacée budgétairement, ignorée par les programmes politiques, négligée dans la réponse aux grands défis du moment : la politique d'inclusion vers l'emploi est sous pression. Une question simple se pose : voulons-nous investir dans les capacités humaines ou continuer à se priver de ce vivier de compétences dont la France a tant besoin ?

L'inclusion n'est pas une charge mais un investissement stratégique pour l'avenir

Les faits démontrent qu'on ne combat pas l'exclusion en fragilisant davantage celles et ceux qui la subissent. Trop souvent renvoyée à une question personnelle, l'exclusion du monde du travail ne peut être réduite aux seules responsabilités individuelles. Ainsi, nous contestons l'idée selon laquelle la réponse à la montée de la précarité consisterait à rendre le chômage plus difficile ou la pauvreté plus pénible. Cessons de fragiliser, d'isoler et de précariser les personnes exclues du marché du travail. Investissons plutôt dans une politique ambitieuse d'inclusion vers l'emploi, fondée sur l'accompagnement global vers l'autonomie, la levée des freins et l'accès à l'emploi.

Jeunes sans qualification, bénéficiaires du RSA, personnes en situation de handicap, personnes exilées, chômeurs de longue durée, mères isolées, personnes sans-abris : toutes ces personnes aujourd'hui éloignées du marché du travail sont au cœur des politiques d'accompagnement vers l'emploi. En remobilisant et en formant *“ceux qui ont quitté l'école trop tôt”, “ceux qui sont au chômage depuis trop longtemps”, “ceux qui n'ont pas la bonne formation”* ou *“ceux qui ont des problèmes de santé ou porteurs d'un handicap”*, les politiques d'inclusion apportent une réponse essentielle au monde du travail.

Par-delà les bénéfices manifestes du retour à l'emploi pour les personnes qui en sont privées en matière de santé, de confiance en soi, de liens sociaux et de conditions de vie, l'inclusion est une réponse concrète aux difficultés de recrutement de milliers d'employeurs partout sur le territoire.

Comment satisfaire les besoins immenses en personnels compétents dans les secteurs de l'industrie, de la logistique, de l'agriculture, des soins aux personnes, du bâtiment ? Comment répondre aux besoins grandissants d'une population toujours plus âgée ? Comment se mettre enfin au rythme de l'indispensable transition écologique ? Comment surmonter les crises démographique et économiques sans ouvrir une voie aux personnes éloignées de l'emploi qui souhaitent pouvoir vivre dignement de leur travail ? Comment redresser les finances publiques si nous ne permettons pas aux personnes bloquées dans une situation de chômage d'en sortir ?

Des milliers d'emplois menacés

Les choix budgétaires du Gouvernement négligent ces enjeux au risque d'aggraver les difficultés sociales et économiques que le pays traverse. Ce n'est pas acceptable.

Le budget 2027 présenté par le Gouvernement, qui s'inscrit dans une tendance datant de plusieurs années déjà, compromet l'objectif du « plein emploi ». Il prévoit la suppression d'environ 5 600 emplois dans les structures permettant l'accès et le retour à l'emploi. Cette baisse s'ajoute aux 11 000 emplois supprimés entre 2024 et 2026.

Avec un taux de pauvreté qui bat des records en 30 ans et un chômage qui repart à la hausse, le détricotage des politiques d'inclusion vers l'emploi ne dégage aucune économie budgétaire à long terme. Au contraire, le maintien au chômage de personnes qui n'ont pas la possibilité d'en sortir d'elles-mêmes ne fait que creuser le déficit public.

Toutes nos structures, dans la diversité de leurs missions et de leurs modèles, constituent un maillage de proximité indispensable pour accompagner les personnes et construire des réponses adaptées aux réalités des territoires. Par l'activité économique, l'accompagnement et la qualification qu'elles produisent, elles créent de la richesse, développent les compétences et répondent aux besoins des entreprises et des territoires. Elles produisent des effets sociaux, économiques et territoriaux qui dépassent les seuls crédits qui leur sont consacrés. Pourtant, elles sont mises sous pression budgétaire. C'est irrationnel.

L'inclusion vers l'emploi est un enjeu politique de premier plan

A six mois d'une élection déterminante, ce sujet doit être au cœur du débat présidentiel.

Une société qui renonce à accompagner nos concitoyennes et concitoyens les plus fragiles vers le travail s'appauvrit économiquement, se fracture socialement et aggrave ses difficultés de demain. À l'inverse, une société qui investit dans l'inclusion par l'emploi gagne en résilience, cultive sa cohésion et fait prospérer son économie.

Nous appelons l'ensemble des responsables politiques à inscrire la politique d'inclusion vers l'emploi comme une solution incontournable face aux multiples défis de notre temps au sein de leur programme et ainsi garantir des moyens humains et budgétaires à la hauteur des besoins.

Signataires :

- Nadia Landry, Présidente de la **Fédération des entreprises d'insertion (FEI)**
- Laurent Pinet, Président du **Coorace**
- Joseph Blombo, Président de l'**Union nationale des entreprises adaptées (UNEA)**
- Bruno Morel, Président d'**Emmaüs France**
- Stéphane Valli, Président de l'**Union nationale des missions locales (UNML)**
- Christian de Brunier, Président de l'**Union nationale des associations intermédiaires (UNAI)**
- Pascal Brice, Président de la **Fédération des acteurs de la solidarité (FAS)**
- Jean-Philippe Trouvé, vice-président de **Chantier École**
- Frédéric Fonton, Co-président du **Mouvement des Régies**
- Dominique Hays, Président du **Réseau Cocagne**
- Laurent Grandguillaume, Président de **Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD)**
- Marylise Léon, Secrétaire générale de la **CFDT**
- David Cluzeau, Président de l'Union des employeurs de l'économie sociale et solidaire (**UDES**)
- Benoît Hamon, Président d'**ESS France**
- Pascal Demurger et Julia Faure, co-présidents du **Mouvement Impact France**
- Olivier Noblecourt, Président du **Collectif ALERTE**
- Daniel Goldberg, Président de l'**UNIOPSS**
- François Nogué, Président du **Fonds d'expérimentation contre le chômage de longue durée et territoires habilités (ETCLD)**
- Christophe Drone, président de la **Fédération française des GEIQ**
- Pascale Ribes, **APF France Handicap**
- Cécile DufLOT, **Fédération ENVIE**
- Matthieu Giovannone, Président du **SyNESI** et de **Tissons la Solidarité**
- Cyrille Berge et Sébastien Pichot, Co-présidents du **Réseau national des Ressourceries et Recycleries**
- Guillaume Hérisson et Anne Rodet, co-directeurs généraux du **Groupe ARES**
- Céline Peudénier, Vice-présidente du **Groupe SOS**
- Timothé Delacôte, Délégué générale de la **Fondation agir contre l'exclusion (FACE)**
- Philippe Lamblin, Président du **BGE**
- Mehdi Nabti, Président d'**Hosmoz**

- Mahel Coppey, Président du **Réseau des collectivités territoriales pour une économie sociale et solidaire (RTES)**
- Morgane Gauquelin, Directrice du **Réseau des entrepreneurs citoyens**
- Nadine Herrero, Présidente de l'**Association des accidentés de la vie (FNATH)**
- Muriel Pecassou et Philippe Genin, Co-présidents du **Syndicat National des Organismes de Formation (Synofdes)**
- David Bourganel, Directeur général de l'**ANRH**
- Jeanine Chapot, Présidente de la **Fédération Nationale des Union régionale des organismes de formation (UROF)**
- Frédéric Lavenir, Président de l'**Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE)**
- Denys Neymon, Président de **Solidarités nouvelles face au chômage (SNFC)**
- Olivier Rigault, Président de l'**Union professionnelle du logement accompagné en France (UNAFO)**
- Anne-Sophie Thomas et Mathieu Castaings, co-présidents du **Mouvess**
- Céline Sannié, Déléguée générale **La Cordée**
- Yves Hinnekint, Président des **Acteurs de la compétence**
- Olivier Flament, Président du **Groupement Régional des Acteurs Franciliens de l'Insertion par l'Économie (GRAFIE)**
- Mélanie Maunoury, Présidente d'**INAE**
- Bruno Rouault, Président de l'**Inter-réseaux IAE Occitanie (IRIO)**